4° Dipolen spa < 30 kV					
CIRCUIT	**LIJN/KABEL**	**P5 A**	**P5 B**	**STATION A**	**STATION B**
10 43	CK	PATUR	JEMAP	PATURAGES	JEMAPPES
10 44	CK	PATUR	CIPLY	PATURAGES	CIPLY
11 14	CK	COURT	OTTIG	COURT-ST-ETIENNE	OTTIGNIES
15 1	CK	AUBAN	ATHUS	AUBANGE	ATHUS
15 1	LI	MALEC	DARSE	MARCHE-LES-ECAUSSINES	DARSE
15 1	LI	MALEC	CHEMV	MARCHE-LES-ECAUSSINES	CHEMVIRON
15 2	CK	AUBAN	ATHUS	AUBANGE	ATHUS
15 61	LI	BAULE	NIVEL	BAULERS	NIJVEL
15 62	CK	MAISI	OBOUR	MAISIERES	OBOURG
15 82	CK	HATRV	LORCY	HATRIVAL	LORCY
15 89	CK	GOSDI	GOSSE	GOSSELIES/ DISTRIBUTIE	GOSSELIES

Art. 3. Voor het in het Waalse Gewest gelegen gedeelte, worden de volgende in 63 kV geëxploiteerde gedeelten als "plaatselijk transmissienet" beschouwd onder de opschortende voorwaarde dat de vennootschap Elia Transmission Belgium, die als vervoersnetbeheerder aangewezen is, een eigendoms- of een genotsrecht op die gedeelten verkrijgt:

Dipolen AIESH					
CIRCUIT	**LIJN/KABEL**	**P5 A**	**P5 B**	**STATION A**	**STATION B**
63/997	LI	CHIMA	MOMIG	CHIMAY (AIESH)	MOMIGNIES (AIESH)
63/998	LI	FOURM	MOMIG	FOURM	MOMIGNIES (AIESH)
63/999	LI	CHIMA	MOMI+	CHIMAY (AIESH)	AANSLUITING MOMIGNIES 15 kV (AIESH)
63/999	LI	MOMI+	FOURM	AANSLUITING MOMIGNIES 15 kV (AIESH)	FOURM
63/999	LI	MOMI+	MOMIG	AANSLUITING MOMIGNIES 15 kV (AIESH)	MOMIGNIES (AIESH)

Art. 4. Het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2023 tot vaststelling van de gedeelten van het elektriciteitsnet die als plaatselijk transmissienet worden beschouwd en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 juni 2015 tot vastlegging van de gedeelten van het elektriciteitsnet die als "plaatselijk transmissienet" worden beschouwd en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 wordt opgeheven.

Art. 5. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,
C. NEVEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C − 2026/007197]

10 SEPTEMBRE 2026. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux règles applicables au calcul visant à déterminer l'atteinte des objectifs fixés à l'article 38, § 4, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, l'article 46, § 1er ;

Vu le rapport du 2 février 2026 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis ENV.26.62.AV du pôle « Environnement », donné le 27 mai 2026 ;

Vu l'avis 79.575/2/V du Conseil d'État, donné le 22 juillet 2026, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'article 11, § 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives fixe des objectifs de préparation en vue du réemploi et de recyclage pour certains flux de déchets ;

Considérant que ces objectifs sont transposés à l'article 38, § 4, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Considérant que l'article 11*bis* de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets établit les principes généraux du calcul de l'atteinte des objectifs de préparation en vue du réemploi et de recyclage fixés à l'article 11, § 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets;

Considérant que l'article 46, § 1er, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique habilite le Gouvernement à arrêter les modalités desdits calculs conformément au droit de l'Union européenne ;

Considérant qu'en vue d'assurer la transposition complète et correcte de l'article 11*bis* de la directive 2008/98/CE, il convient de transposer celui-ci par le biais d'un arrêté de Gouvernement comme le prévoit l'article 46, § 1er, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par le « décret du 9 mars 2023 », le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique.

Art. 3. § 1er. Aux fins du calcul permettant de déterminer si les objectifs fixés à l'article 38, § 4, 3°, 4° et 5°, du décret du 9 mars 2023 ont été atteints :

1° le poids des déchets municipaux produits et préparés en vue du réemploi ou recyclés est calculé au cours d'une année civile donnée;

2° le poids des déchets municipaux préparés en vue du réemploi est calculé comme étant le poids des produits ou des composants de produits qui sont devenus des déchets municipaux et qui ont été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de nettoyage ou de réparation nécessaires pour permettre leur réemploi sans autre tri ni prétraitement ;

3° le poids des déchets municipaux recyclés est calculé comme étant le poids des déchets qui, après avoir été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de tri et autres opérations préliminaires nécessaires pour retirer les déchets qui ne sont pas visés par les procédés de retraitement ultérieurs et assurer un recyclage de qualité élevée, entrent dans l'opération de recyclage au cours de laquelle les déchets sont effectivement retraités en produits, matières ou substances.

§ 2. Concernant le paragraphe 1er, 3°, le poids des déchets municipaux recyclés est mesuré lorsque les déchets entrent dans l'opération de recyclage.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le poids des déchets municipaux peut être mesuré à la sortie de toute opération de tri, à condition que :

1° ces déchets, après être sortis de l'opération de tri, soient ensuite recyclés ;

2° le poids des matières ou des substances qui sont retirées par d'autres opérations précédant celle de recyclage et qui ne sont pas ensuite recyclées n'est pas compris dans le poids des déchets déclarés comme ayant été recyclés.

§ 3. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 38, § 4, 3°, 4° et 5°, du décret du 9 mars 2023 ont été atteints, la quantité de déchets biodégradables municipaux entrant dans un traitement aérobie ou anaérobie peut être considérée comme recyclée lorsque ce traitement génère du compost, du digestat ou un autre résultat ayant une quantité similaire de contenu recyclé par rapport aux intrants, qui doit être utilisé comme produit, matière ou substance recyclés. Lorsque les résultats du traitement sont utilisés sur des terres, lesdits déchets ne peuvent être considérés comme ayant été recyclés que si cette utilisation est bénéfique pour l'agriculture ou l'écologie.

À compter du 1er janvier 2027, les biodéchets municipaux entrant dans un traitement aérobie ou anaérobie ne peuvent être considérés comme recyclés que si, conformément à l'article 65 du décret du 9 mars 2023, ils ont été triés et recyclés à la source, soit collectés sélectivement et non mélangés avec d'autres types de déchets.

§ 4. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 38, § 4, 3°, 4° et 5°, du décret du 9 mars 2023 ont été atteints, la quantité de déchets ayant cessé d'être des déchets à l'issue d'une opération de préparation avant d'être retraités peut être considérée comme recyclée pour autant que ces déchets soient destinés à être ensuite retraités en produits, matières ou substances, aux fins de la fonction initiale ou à d'autres fins. Toutefois, les déchets cessant d'être des déchets qui sont destinés à être utilisés comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie, ou à être incinérés, remblayés ou mis en décharge, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte des objectifs de recyclage.

§ 5. Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 38, § 4, 3°, 4° et 5°, du décret du 9 mars 2023 ont été atteints, le recyclage des métaux séparés après l'incinération de déchets municipaux peut être pris en compte pour autant que les métaux recyclés répondent à certains critères de qualité énoncés dans l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne en vertu de l'article 11*bis*, § 9, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

§ 6. Les déchets expédiés dans un autre État membre à des fins de préparation en vue du réemploi, de recyclage ou de remblayage dans cet autre État membre ne peuvent être pris en compte pour la réalisation des objectifs fixés à l'article 38, § 4, du décret du 9 mars 2023 que s'ils ont été collectés en Région wallonne.

§ 7. Les déchets exportés au départ de l'Union pour être préparés en vue du réemploi ou recyclés ne sont pris en compte dans le calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs fixés à l'article 38, § 4, du décret du 9 mars 2023 que si les conditions de l'article 46, § 2 et § 3, dudit décret sont remplies et si, conformément au règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, l'exportateur est en mesure de

prouver que le transfert des déchets est conforme aux exigences dudit règlement et que le traitement des déchets en dehors de l'Union s'est déroulé dans des conditions qui sont pour l'essentiel équivalentes aux exigences applicables du droit de l'Union en matière d'environnement.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 septembre 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C − 2026/007197]

10. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Regeln für die Berechnung zur Feststellung der Erreichung der in Artikel 38 Paragraf 4 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit festgelegten Ziele

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit, Artikel 46 § 1;

Aufgrund des Berichts vom 2. Februar 2026, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 27. Mai 2026 abgegebenen Stellungnahme ENV.26.62.AV des Pools "Umwelt";

Aufgrund des am 22. Juli 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 79.575/2/V des Staatsrats;

In der Erwägung, dass Artikel 11 § 2 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien Ziele für die Vorbereitung zur Wiederverwendung und Recycling bestimmter Abfallströme festlegt;

In der Erwägung, dass diese Ziele in Artikel 38 § 4 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit umgesetzt sind;

In der Erwägung, dass Artikel 11*bis* der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2018/851 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2008/98/EG über Abfälle, die allgemeinen Grundsätze für die Berechnung der Erreichung der in Artikel 11 § 2 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle festgelegten Ziele für die Vorbereitung zur Wiederverwendung und Recycling bestimmt;

In der Erwägung, dass Artikel 46 § 1 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit die Regierung ermächtigt, die Modalitäten der genannten Berechnungen im Einklang mit dem Recht der Europäischen Union festzulegen;

In der Erwägung, dass zur Gewährleistung der vollständigen und ordnungsgemäßen Umsetzung von Artikel 11*bis* der Richtlinie 2008/98/EG dieser durch einen Erlass der Regierung umgesetzt werden sollte, wie es in Artikel 46 § 1 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit vorgesehen ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2018/851 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2008/98/EG über Abfälle teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Dekret vom 9. März 2023" das Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit.

Art. 3 - § 1. Für die Berechnung zur Feststellung der Erreichung der in Artikel 38 § 4 Ziffer 3, 4 und 5 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele:

1° wird das Gewicht der anfallenden Siedlungsabfälle, die zur Wiederverwendung vorbereitet oder recycelt werden, für ein bestimmtes Kalenderjahr berechnet;

2° wird das Gewicht der für die Wiederverwendung vorbereiteten Siedlungsabfälle als das Gewicht der Produkte oder Produktbestandteile berechnet, die zu Siedlungsabfällen geworden sind und allen erforderlichen Kontroll-, Reinigungs- oder Reparaturmaßnahmen unterzogen wurden, damit sie ohne weitere Sortierung oder Vorbehandlung wiederverwendet werden können;

3° wird das Gewicht der recycelten Siedlungsabfälle als das Gewicht der Abfälle berechnet, die nach Durchführung aller erforderlichen Kontroll-, Sortier- und sonstigen Vorbehandlungsmaßnahmen zur Entfernung der Abfälle, die nicht Gegenstand der nachfolgenden Aufbereitungsverfahren sind, sowie zur Gewährleistung eines hochwertigen Recyclings in das Recyclingverfahren eingehen, in dem die Abfälle tatsächlich zu Produkten, Materialien oder Stoffen aufbereitet werden.

§ 2. In Bezug auf Paragraf 1 Ziffer 3 wird das Gewicht der recycelten Siedlungsabfälle gemessen, wenn die Abfälle in das Recyclingverfahren gelangen.

In Abweichung von Absatz 1 kann das Gewicht der Siedlungsabfälle nach Abschluss eines jeden Sortiervorgangs gemessen werden, sofern:

1° diese Abfälle nach dem Sortiervorgang anschließend recycelt werden;

2. das Gewicht der Materialien oder Stoffe, die in anderen, dem Recycling vorausgehenden Verfahren entfernt und anschließend nicht recycelt werden, nicht in das Gewicht der als recycelt gemeldeten Abfälle einbezogen wird.

§ 3. Für die Berechnung zur Feststellung der Erreichung der in Artikel 38 § 4 Ziffer 3, 4 und 5 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele kann die Menge biologisch abbaubarer Siedlungsabfällen, die einer aeroben oder anaeroben Behandlung unterzogen wird, als recycelt angesehen werden, wenn bei dieser Behandlung Kompost, Gärrest oder ein anderes Endprodukt entsteht, dessen recycelter Gehalt im Verhältnis zu den eingesetzten Stoffen vergleichbar ist und das als recyceltes Produkt, Material oder Stoff verwendet werden muss. Werden die Behandlungsergebnisse auf Böden ausgebracht, können die betreffenden Abfälle nur dann als recycelt angesehen werden, wenn diese Verwendung für die Landwirtschaft oder die Ökologie von Nutzen ist.

Ab dem 1. Januar 2027 dürfen biologisch abbaubare Siedlungsabfälle, die einer aeroben oder anaeroben Behandlung zugeführt werden, nur dann als recycelt angesehen werden, wenn sie gemäß Artikel 65 des Dekrets vom 9. März 2023 an der Quelle getrennt gesammelt und recycelt wurden, d.h. getrennt gesammelt wurden und nicht mit anderen Abfallarten vermischt wurden.

§ 4. Für die Berechnung zur Feststellung der Erreichung der in Artikel 38 § 4 Ziffer 3, 4 und 5 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele kann die Menge an Abfällen, die nach einem Aufbereitungsvorgang vor der Weiterverarbeitung ihren Abfalleigenschaft verloren hat, als recycelt angesehen werden, sofern diese Abfälle dazu bestimmt sind, anschließend zu Produkten, Materialien oder Stoffen weiterverarbeitet zu werden, sei es für den ursprünglichen Verwendungszweck oder für andere Zwecke. Abfälle, die nicht mehr als Abfälle gelten und zur Verwendung als Brennstoff oder zur Energieerzeugung in anderer Form, zur Verbrennung, zur Verfüllung oder zur Deponierung bestimmt sind, werden jedoch bei der Erreichung der Recyclingziele nicht berücksichtigt.

§ 5. Für die Berechnung zur Feststellung der Erreichung der in Artikel 38 § 4 Ziffer 3, 4 und 5 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele kann das Recycling von Metallen, die nach der Verbrennung von Siedlungsabfällen getrennt wurden, berücksichtigt werden, sofern die recycelten Metalle bestimmte Qualitätskriterien erfüllen, die in dem von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 11*bis* § 9 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien.

§ 6. Abfälle, die in einen anderen Mitgliedstaat für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung, das Recycling oder die Verfüllung in diesem anderen Mitgliedstaat verbracht werden, können nur dann auf die Erreichung der in Artikel 38 § 4 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele angerechnet werden, wenn sie in der Wallonischen Region gesammelt wurden.

§ 7. Abfälle, die aus der Union für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung oder das Recycling ausgeführt werden, werden bei der Berechnung zur Bewertung der Erreichung der in Artikel 38 § 4 des Dekrets vom 9. März 2023 festgelegten Ziele nur dann berücksichtigt, wenn die Bedingungen von Artikel 46 § 2 und § 3 des genannten Dekrets erfüllt sind und wenn der Exporteur gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen nachweisen kann, dass die Verbringung der Abfälle den Anforderungen dieser Verordnung entspricht und dass die Behandlung der Abfälle außerhalb der Union unter Bedingungen erfolgte, die im Wesentlichen den geltenden Anforderungen des Unionsrechts im Umweltbereich gleichwertig sind.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft
Y. COPPIETERS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C − 2026/007197]

10 SEPTEMBER 2026. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de regels die van toepassing zijn op de berekening ter bepaling van het bereiken van de doelstellingen vastgesteld in artikel 38, § 4, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, inzonderheid op artikel 46, lid 1;

Gelet op het rapport van 2 februari 2026, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies ENV.26.62.AV van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 27 mei 2026;

Gelet op advies 79.575/2/V van de Raad van State, gegeven op 22 juli 2026, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 11, § 2, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, doelstellingen vaststelt voor de voorbereiding met het oog op hergebruik en voor recycling van bepaalde afvalstromen;

Overwegende dat deze doelstellingen zijn omgezet in artikel 38, § 4, 1°, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;

Overwegende dat artikel 11*bis* van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/851 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen, de algemene beginselen vaststelt voor de berekening van het bereiken van de doelstellingen voor de voorbereiding met het oog op hergebruik en voor recycling vastgesteld in artikel 11, § 2, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen;

Overwegende dat artikel 46, § 1, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid de Regering machtigt om de modaliteiten van genoemde berekeningen vast te stellen overeenkomstig het recht van de Europese Unie;

Overwegende dat, met het oog op de volledige en correcte omzetting van artikel 11*bis* van Richtlijn 2008/98/EG, het passend is om dit om te zetten door middel van een besluit van de Regering, zoals voorzien in artikel 46, § 1, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/851 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "het decreet van 9 maart 2023", het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid.

Art. 3. § 1. Voor de berekening ter bepaling of de in artikel 38, § 4, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen zijn bereikt:

1° wordt het gewicht van het geproduceerde en voor hergebruik voorbereide of gerecycleerde stedelijke afval berekend in de loop van een gegeven kalenderjaar;

2° wordt het gewicht van het voor hergebruik voorbereide stedelijke afval berekend als het gewicht van de producten of componenten van producten die stedelijk afval zijn geworden en die alle noodzakelijke controle-, reinigings- of herstelverrichtingen hebben ondergaan die nodig zijn om hun hergebruik mogelijk te maken zonder verdere sortering of voorbehandeling;

3° wordt het gewicht van het gerecycleerde stedelijke afval berekend als het gewicht van de afvalstoffen die, na te zijn onderworpen aan alle noodzakelijke controle-, sorterings- en andere voorafgaande verrichtingen die nodig zijn om afvalstoffen te verwijderen die niet bestemd zijn voor de latere herverwerkingsprocessen en om een hoogwaardige recycling te garanderen, de recyclageactiviteit binnenkomen waarbij de afvalstoffen effectief worden herverwerkt tot producten, materialen of stoffen.

§ 2. Wat paragraaf 1, 3°, betreft, wordt het gewicht van het gerecycleerde stedelijke afval gemeten wanneer het afval de recyclageactiviteit binnenkomt.

In afwijking van het eerste lid mag het gewicht van het stedelijke afval worden gemeten aan de uitgang van elke sorteringsverrichting, op voorwaarde dat:

1° dit afval, na het verlaten van de sorteringsverrichting, vervolgens wordt gerecycleerd;

2° het gewicht van de materialen of stoffen die worden verwijderd door andere verrichtingen voorafgaand aan de recyclageactiviteit en die vervolgens niet worden gerecycleerd, niet is begrepen in het gewicht van het afval dat als gerecycleerd is aangegeven.

§ 3. Voor de berekening ter bepaling of de in artikel 38, § 4, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen zijn bereikt, mag de hoeveelheid biologisch afbreekbaar stedelijk afval die een aerobe of anaerobe behandeling ondergaat, als gerecycleerd worden beschouwd wanneer die behandeling compost, digestaat of een ander resultaat met een gelijkaardige hoeveelheid gerecycleerde inhoud ten opzichte van de input oplevert, dat als gerecycleerd product, gerecycleerde materiaal of gerecycleerde stof moet worden gebruikt. Wanneer de resultaten van de behandeling op landbouwgronden worden gebruikt, mag genoemd afval alleen als gerecycleerd worden beschouwd als dit gebruik gunstig is voor de landbouw of de ecologie.

Met ingang van 1 januari 2027 mag stedelijk bioafval dat een aerobe of anaerobe behandeling ondergaat, alleen als gerecycleerd worden beschouwd als het, overeenkomstig artikel 65 van het decreet van 9 maart 2023, aan de bron is gesorteerd en gerecycleerd, dan wel gescheiden is ingezameld en niet is gemengd met andere soorten afval.

§ 4. Voor de berekening ter bepaling of de in artikel 38, § 4, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen zijn bereikt, mag de hoeveelheid afvalstoffen die na een voorbereidingsverrichting de afvalstatus hebben verloren alvorens te worden herverwerkt, als gerecycleerd worden beschouwd, voor zover deze afvalstoffen bestemd zijn om vervolgens te worden herverwerkt tot producten, materialen of stoffen, hetzij voor de oorspronkelijke functie, hetzij voor andere doeleinden. Afvalstoffen die de afvalstatus verliezen en die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof of als een ander middel om energie op te wekken, of om te worden verbrand, opgevuld of gestort, worden echter niet in aanmerking genomen voor het bereiken van de recyclagedoelstellingen.

§ 5. Voor de berekening ter bepaling of de in artikel 38, § 4, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen zijn bereikt, mag de recyclage van metalen die zijn gescheiden na de verbranding van stedelijk afval in aanmerking worden genomen, voor zover de gerecycleerde metalen voldoen aan bepaalde kwaliteitscriteria vastgelegd in de uitvoeringshandeling die door de Europese Commissie is vastgesteld krachtens artikel 11*bis*, § 9, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen.

§ 6. Afvalstoffen die naar een andere lidstaat worden verzonden met het oog op voorbereiding voor hergebruik, recycling of opvulling in die andere lidstaat, mogen alleen in aanmerking worden genomen voor het bereiken van de in artikel 38, § 4, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen indien zij in het Waalse Gewest zijn ingezameld.

§ 7. Afvalstoffen die vanuit de Unie worden geëxporteerd om te worden voorbereid voor hergebruik of te worden gerecycleerd, worden alleen in aanmerking genomen in de berekening ter beoordeling van het bereiken van de in artikel 38, § 4, van het decreet van 9 maart 2023 vastgestelde doelstellingen indien de voorwaarden van artikel 46, § 2 en § 3, van genoemd decreet zijn vervuld en indien, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, het land van uitvoer kan bewijzen dat de overbrenging van de afvalstoffen in overeenstemming is met de vereisten van genoemde verordening en dat de verwerking van de afvalstoffen buiten de Unie heeft plaatsgevonden onder omstandigheden die in hoofdzaak gelijkwaardig zijn aan de toepasselijke vereisten van het milieurecht van de Unie.